

505680

LOJKINE

SAMUEL

15/11/2005

Note de délibération : 18 / 20

Numéro d'inscription

5 0 5 6 8 0



Né(e) le

15 / 11 / 2005

Signature

Nom

L O S U K I N E

Prénom(s)

S A M U E L

18 / 20



Épreuve : ESH

Sujet 1 ou 2

(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille

01 / 03

Numéro de table

014

La pandémie du Covid-19 a poussé un certain nombre d'États à mettre en place des mesures restrictives comme les confinements. Ces mesures ont largement pesé sur l'activité, d'une part par manque de demande dans un certain nombre de secteurs (tourisme, restauration...), du fait également de la fermeture des centres de production et ensuite aussi via des effets de second tour (pénuries de consommations intermédiaires par exemple). Si les pouvoirs d'achat primaires ont largement été affectés dans un premier temps, les mesures étatiques ont limité cette baisse, avec parfois même une surcompensation, que ce soit via des chèques aux ménages ou États-Unis ou le recours massif au chômage partiel en Europe. Pour autant, les gouvernements visent-ils simplement à maintenir les pouvoirs d'achat ou plutôt à relancer l'activité en impulsant la demande ?

Si le pouvoir d'achat, qui mesure le revenu disponible brut (RDB) des ménages rapporté au niveau général des prix, est un bon indicateur du revenu réel par habitant et donc en partie du niveau de développement d'un pays, il indique relativement bien l'état de la demande interne dans une

économie. Cet indicateur est ainsi toujours porteur d'une ambiguïté : mesure-t-il le revenu réel d'un ménage qu'il ne faudrait cesser d'augmenter ou indique-t-il plutôt une composante de la dynamique d'accumulation d'un pays qu'il faudrait alors réguler ? En somme, le pouvoir d'achat est-il un instrument ou un objectif ?

Il s'agira alors de montrer que si le pouvoir d'achat est un objectif au niveau micro-économique (I), il est plutôt subordonné à d'autres impératifs au niveau macro-économique (II).

*

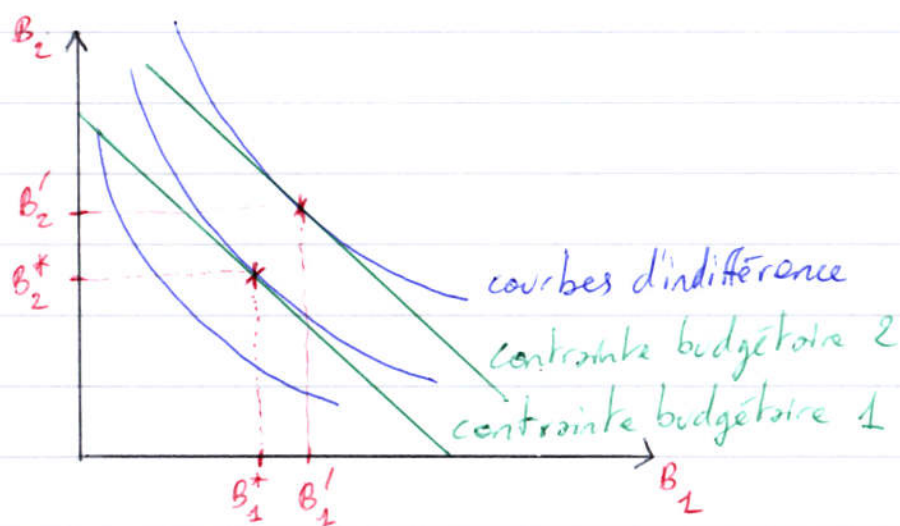
*

*

Le pouvoir d'achat est une priorité pour chacun d'abord parce qu'il assure la maximisation individuelle (A), mais aussi car c'est un déterminant social hiérarchisant (B). En conséquence, il fait l'objet de nombreuses revendications (C).

La consommation des ménages est largement tributaire de leur pouvoir d'achat : un revenu élevé permet de consommer davantage, mais cette même consommation dépend du niveau des prix. A revenu donné, les volumes consommés varient selon que les prix du panier de biens et

services consommés soient élevés ou non. Dans une approche micro-économique standard, la maximisation de l'utilité est à trouver au point de rencontre entre la courbe d'indifférence, qui modélise l'ensemble des combinaisons possibles de panier de consommation apportant la même utilité, et la contrainte budgétaire, qui tient compte du revenu et des prix des biens respectifs. Plus précisément l'utilité n'est maximisée qu'en l'unique point de séquence où la contrainte budgétaire est la tangente à une des courbes d'indifférence. Si l'on cherche à le représenter graphiquement dans un modèle simplifié à deux biens, on obtient ceci :




où B_1 et B_2 sont les deux biens entre lesquels on arbitre et (B_1^*, B_2^*) la consommation qui maximise l'utilité sachant la contrainte budgétaire 1. Ce que l'on remarque ici c'est qu'effectivement, un desserrement de la contrainte budgétaire (hausse du revenu ou baisse des prix, c'est-à-dire hausse du pouvoir d'achat) permet d'accroître l'utilité (on passe sur une courbe d'indifférence plus éloignée de l'origine, qui modélise des combinaisons pour un niveau d'utilité supérieur).

Les pouvoirs d'achat de chacun ne sont toutefois pas égaux, les revenus étant différents ainsi que l'exposition à la variation des prix du fait des différences de préférences personnelles. Le pouvoir d'achat, ou la consommation, devient alors un vecteur d'inégalité, de hiérarchisation sociale. Certains sociologues, dans la lignée des travaux d'Helbruchs dans les années 1960, en font même une structure sociale : la place des individus dans la société dépend largement de leur consommation, que ce soit dans une dimension quantitative (combien chacun consomme ou peut consommer?) ou plus qualitative (qu'est-ce que chacun consomme?). Le pouvoir d'achat est alors déterminant, il devient un objectif pour tous, chacun cherchant à s'élever dans la structure sociale. Le summum de cet objectif est alors la classe de loisir décrite dès 1899 par Veblen aux États-Unis : leur pouvoir d'achat est tel que leur consommation a désormais vocation à les distinguer encore davantage, consommation ostentatoire où l'achat des biens les plus chers marque une rupture avec les comportements économes des autres. Dans une société où la consommation de masse domine, le pouvoir d'achat est la ligne directrice.

Le pouvoir d'achat fait alors l'objet de nombreuses revendications. Si les aides massives pendant la crise Covid ont en partie apaisé les réclamations, le choc énergétique a ravivé les négociations. Les forts niveaux d'inflation en 2021 et 2022 ont fortement pesé sur le pouvoir d'achat des ménages par le biais du dénominateur,

Numéro d'inscription 5 0 5 6 8 0

Signature 



Né(e) le 1 5 / 1 1 / 2 0 0 5

Nom L O J K I N E

Prénom(s) S A M U E L

18 / 20



Épreuve : ESH

Sujet 1 ou 2
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 0 2 / 0 3

Numéro de table 0 1 4

à savoir le niveau des prix. L'impact sur le pouvoir d'achat dépend bien sûr de l'évolution des revenus, certains étant indexés sur l'inflation (revenus minimaux comme le SMIC), d'autres ont même profité de l'inflation pour accroître leurs marges et donc leurs dividendes (Weber et Wasner, 2023; Arquié et Thie, 2023). Toutefois, les études de l'Insee montrent que les ménages les plus modestes ou les individus les plus âgés ont été davantage exposés à l'inflation en France (poids important de l'alimentation et du chauffage dans la consommation). Si l'objectif d'accroître son pouvoir d'achat est donc le même pour tous, les revendications de chacun sont ainsi parfois divergentes selon leurs intérêts. Au niveau de la firme, il s'agit davantage d'un conflit de répartition entre travailleurs et actionnaires, chacun désirent préserver son pouvoir d'achat. La notion de pouvoir d'achat est alors plus complexe à appréhender à l'échelle macro-économique, ces divergences d'intérêts pouvant justifier de reléguer la question au second plan.

* * *

La question du pouvoir d'achat est à l'échelle macro-économique un instrument mobilisé tant par les politiques conjoncturelles (A) que par des politiques plus structurelles (B), sa compatibilité avec les objectifs individuels de hausse de leur pouvoir d'achat variant selon les configurations (C).

Les rebonds keynésiens sont à cet égard emblématiques : le rôle des politiques économiques, budgétaires comme monétaires est d'accroître le pouvoir d'achat des ménages et des entreprises pour impulser la demande globale, relancer les anticipations de débordement des producteurs, accroissant ainsi aussi en partie l'investissement (d'autant plus si la politique budgétaire s'accompagne d'une politique monétaire expansionniste). Cette volonté de soutenir le pouvoir d'achat des ménages n'est pas l'objectif mais l'instrument, permettant ensuite de rapprocher l'économie de plein emploi et d'accroître la croissance (Keynes, Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, 1936).

De même que lorsque les politiques mettent en place des mesures d'austérité, ils visent en général à réduire leurs dépenses plus qu'à faire baisser le pouvoir d'achat en réduisant les aides sociales. On pourrait toutefois objecter que dans un certain nombre de cas, les mesures d'austérité

sont adoptées en vue d'ajuster le taux de change, souvent pour rétablir une parité avec une valeur externe (br au XIX^{ème} siècle mais plutôt des devises aujourd'hui) ou simplement pour stabiliser un taux de change flottant de jure mais souvent de facto administré. Or, le taux de change est le reflet du niveau des prix étrangers pour la nation, et on dit souvent qu'il reflète le pouvoir d'achat de la nation à l'étranger. Lorsque ces variations sont durables, on parle toutefois plutôt de politique de change, davantage structurelle.

Cet impact des politiques sur le taux de change passe par deux canaux : la réduction des pouvoirs d'achat domestiques tend à compresser la demande et les prix, affectant ainsi négativement le taux de change réel, ou, plus simplement, via une variation des flux de biens et services ou de capitaux (importés et exportés) pour affecter le taux de change nominal. La politique chinoise reflète bien ces enjeux : d'une part en accumulant des réserves de changes et en rachetant des titres libellés en yuan, elle mène une politique visant à sous-évaluer durablement le renminbi chinois et donc à conserver un taux de change bas, affectant négativement le pouvoir d'achat "importé" des ménages ; d'autre part, en compressant sa demande interne, limitant le pouvoir d'achat des ménages et donc leur consommation, réduisant ainsi le niveau du taux de change nominal, en important peu, et réel, en freinant les dynamiques de hausse des salaires. Que ce soit dans le cas chinois ou avec les Réformes Harz allemandes (2003-2005), ces politiques de compression de la demande interne motivées par des impératifs de compétitivité

utilisent le pouvoir d'achat comme un simple instrument à moduler et non un objectif direct (Klein et Pettit, Trade Wars are Class Wars, 2020).

La compatibilité entre l'utilisation du pouvoir d'achat comme instrument et son réglementation conforme aux objectifs de la population n'est ainsi pas garantie.

Il y a en effet une importance du régime de changes et du degré d'ouverture d'une économie. En économie ouverte peut se dessiner un dilemme entre le soutien du pouvoir d'achat et le solde de la balance des transactions courantes: des politiques trop expansionnistes privilégiant la demande tendent à soutenir avant tout les importations, conduisant à une dégradation du solde courant et pouvant même parfois conduire à une accélération de la désindustrialisation (Grjebine, « Désindustrialisation (accélérée) », 2020). L'objectif de pouvoir d'achat des individus n'est alors généralement pas retenu et c'est plutôt le soutien aux firmes exportatrices qui lui est préféré (Chine ou Allemagne). Dans les pays ayant fait le choix de soutenir la demande, comme c'est le cas en France, cela se fait au détriment du solde courant et de la dette publique, ce qui conduit aujourd'hui à des baisses de dépenses publiques. C'est une des raisons qui rend improbable le retour de politiques aussi expansionnistes que lors des Trente Glorieuses, durant lesquelles les plaidoiries keynésiennes pour un soutien des pouvoirs d'achat étaient cohérentes avec des économies relativement fermées, qui malgré les engagements multilatéraux contrôlaient encore largement les capitaux aux frontières.

Numéro d'inscription

505680

Signature



Né(e) le

15/11/2005

Nom

LOJKINE

Prénom(s)

SAMUEL

18/20

Ecricome

Épreuve : ESH

Sujet 1 ou 2

(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille

03/03

Numéro de table

014

* * *

En somme, le pouvoir d'achat est un objectif, certes, mais il est souvent subordonné à d'autres objectifs, du fait des nombreuses contraintes qui font face à la volonté de la majorité d'augmenter le pouvoir d'achat (impact inégal et inégalitaire des mesures sur les pouvoirs d'achat, dilemme avec l'équilibre extérieur...). Il apparaît désormais plutôt comme un instrument dont la modulation peut même s'opposer aux revendications populaires.

Si depuis les années 2010, les politiques sociales tendent à être révalorisées, de plus en plus considérées comme vectrices de croissance et non seulement un fardeau, on peut se demander si le soutien au pouvoir d'achat, bien qu'il ne serait encore qu'un instrument, pourrait être réhabilité.

NE RIEN ÉCRIRE

DANS CE CADRE

18 / 20

A large rectangular area with horizontal lines, intended for writing. The lines are evenly spaced and cover the majority of the page's width and height, leaving a margin at the top. The lines are light blue or grey in color.

